Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Logement-Transport-Proximite

34ème congrès du Parti communiste français

Logement, Transport, Proximité : quelle expression des élus communistes du Grand Lyon ?

Date de mise en ligne : dimanche 30 novembre 2008

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

La question de nos alliances ne peut être posée en dehors de nos pratiques politiques, et dans le Rhône notamment de nos pratiques dans l'agglomération, de la possibilité ou non d'une activité autonome du parti dans la communauté urbaine. Si ces alliances ne nous tiennent pas lieu de stratégie, mais sont au service du rassemblement populaire, alors nous sommes en difficulté malgré nos derniers résultats électoraux positifs.

Il ne s'agit pas d'opposer participation à une majorité et résistance, ni de refuser les compromis nécessaires à toute alliance électorale, mais de chercher à concilier deux choses essentielles pour le mouvement populaire :

- porter les colères, les résistances pour les faire grandir par elle-mêmes, ne pas les dévoyer, ne pas les instrumentaliser au service des enjeux institutionnels
- et se saisir de tout ce qu'on peut faire bouger, entre autres dans les institutions, pour une pédagogie de l'action utile, aidant le mouvement populaire à se saisir des questions institutionnelles, à intervenir avec confiance pour des résultats qui sont nécessairement partiels

Pour notre pratique politique dans l'agglomération lyonnaise, le compte n'y est pas, et je veux prendre trois exemples concrets.

Le logement.

C'est une question sociale urgente que le récent dossier de l'Huma éclaire avec des chiffres dramatiques : 100000 SDF, 10% de hausse des expulsions, 1,4 millions de demande de logement social. C'est la crise d'un logement social ou la ségrégation s'est renforcée, avec des situations invivables malgré la politique de la ville. Le conseil de développement du Grand Lyon a produit une note qui détaille sans équivoque l'aggravation de cette crise du logement dans l'agglomération malgré les politiques suivies. Car la majorité politique du Grand Lyon n'est pas restée inactive. Elle a rompu avec la politique précédente de refus du logement social et fait un réel effort de construction notamment à Lyon. Notre participation à la majorité a été utile sur ce point.

Mais comme élu communiste, peut-on exprimer à la fois l'acquis et la colère ? Peut-on pointer ce qui ne satisfait pas dans le bilan et ce qui doit être modifié dans les objectifs ? Les élus de Vénissieux insistent pour continuer à construire du logement social face aux immenses besoins locaux. Peut-on leur opposer qu'ils en ont déjà beaucoup ? L'expression de « quota » de logement social a un sens quand il s'agit d'obliger les villes riches à faire un minimum, mais est-ce notre projet de ville, notre identité communiste ? Faut-il privilégier le logement « non social » en banlieue ? Rêvons-nous d'un monde populaire qui n'aurait droit qu'à 25 ou même 40% de la ville ? Ou ne faut-il pas considérer que contre la stratégie du « tous propriétaires », nous portons l'ambition d'un logement collectif moderne, de qualité, diversifié et accessible à tous pour tous ? d'une ville qui ne soit pas l'expression des différences sociales, fut-elles régulées par des quotas, mais au contraire, comme l'est l'école républicaine, un vecteur de dépassement des ségrégations, un espace de construction de l'égalité, de la fraternité ?

Deuxième exemple, le transport.

Avec l'extension du tramway la Courly a fait beaucoup pour le transport public. Mais le plan de mandat voté récemment prévoit le lancement du projet de périphérique ouest, le TOP, dont le coût estimé est de 2 GEuros, soit autant que tout l'investissement d'un mandat du Grand Lyon. Pour cette décision exceptionnelle, le groupe communiste a fait une réunion spéciale et s'était mis d'accord sur plusieurs points. Non au péage, non au TOP sans le grand contournement ouest (le COL) pour cesser de mélanger flux internationaux et d'agglomération, priorité aux

Copyright © Le Vénissian

transports publics, nécessité d'un débat public avec toutes les données précises nécessaires pour comprendre et que nous n'avons pas. Ce n'est pas un orthodoxe de banlieue qui faisait ce résumé, mais Gérard Claisse, élu Lyonnais de l'intervention citoyenne apparenté au groupe communiste ! Le plan de mandat affirme au contraire qu'il y aura péage, que le TOP se fera sans COL, et décide que le plus gros investissement communautaire des années à venir ne concernera pas les transports publics !

Troisième exemple, la proximité.

C'est avec la propreté et la voirie, une des premières compétences du Grand Lyon qui pèse fortement dans la vie quotidienne des habitants. Depuis des années, le budget de maintenance est insuffisant. Les outils techniques même des services montrent qu'il manque 3 à 5 millions par an pour la voirie. C'est encore pire pour les trottoirs dont presque toutes les villes constatent la dégradation rapide. Le budget ne permet là que de faire de la cosmétique. A Vénissieux, une seule rue prévue en 2009. Certains peuvent considérer que c'est une question bien accessoire comparé à la crise du logement ou aux enjeux d'infrastructures routières, mais c'est aussi tout l'enjeu des modes doux de déplacement dans la ville, du respect des personnes handicapées, de la qualité de cheminements piétons sécurisés... Le plan de mandat ne prévoit rien de nouveau pour les budgets de la proximité, le mot trottoir n'est pas cité, et concernant la voirie, on ne parle que de « maintien des moyens ».

Une autre pratique politique de nos alliances

Je résume, logement, transport, proximité, nous avons des critiques fortes à faire au plan de mandat, nous avons sur certains points des colères à porter, et nous avons sur des sujets comme la conception du logement social dans la ville, la priorité au transport public et au fer à faire entendre notre propre conception, nos propres propositions.
Je répète que cela peut se faire en assumant le choix d'une majorité politique. Ni les verts, ni les alternatifs, ni même le centre droit ne se prive de critiques dans leur discours sur le plan de mandat. La position du groupe est pourtant restée consensuelle, dénonçant la droite, affirmant de manière générale la défense du service public, mais n'émettant sur ces trois points aucune critique, aucune proposition alternative à la position du PS.

Les élus communistes de Vénissieux sont intervenus de leur coté, compte tenu de l'absence de réponse de l'exécutif du Grand Lyon aux propositions répétées de leur ville depuis début 2008, et notamment sur les objectifs de développement de la ville, sur les infrastructures de transport, le périphérique ouest, le contournement ferroviaire. Gérard Collomb reconnaissant publiquement en séance que le plan de mandat devait être revu concernant le sud-est, (qui était de fait tout simplement oublié du document de plan de mandat !), ils ont finalement assumé un vote constructif, attendant une version finale du plan de mandat modifiée pour le Sud-Est, considérant qu'il y était encore possible de faire bouger les choses dans la programmation des budgets.

Mais dans la lettre du groupe, plus rien des critiques, plus rien des propositions, une seule chose est retenue, les élus de Vénissieux ont voté le plan de mandat, comme si l'essentiel avec le PS était de se soumettre !

Voilà un exemple concret d'une différence de pratique politique que notre fédération devrait débattre et faire évoluer.

Et c'est la même question quand une élue de Lyon nous propose un « *budget de lutte* » avec une augmentation des impôts de 6%. Non, tous les élus communistes ne feront pas le même choix. Devant l'étranglement des collectivités

Copyright © Le Vénissian

locales et du monde de travail, nous devons construire le rassemblement pour refuser de transférer les charges sur les ménages, refuser d'augmenter les impôts, et même étudier les possibilités de les baisser. Résumer l'alternative pour les élus communistes entre réduction des services publics et augmentation des impôts, c'est oublier le coeur de la décision budgétaire, les priorités politiques !

On peut travailler dans l'agglomération à une position claire qui mette en priorité les habitants, donc le refus de l'augmentation des impôts, et les priorités au logement, au transport public, à la proximité. Dans le cas du Grand Lyon, cela conduirait à refuser clairement d'engager le TOP, d'exiger que les infrastructures d'accès au Grand stade ne soit pas financé sur fonds public, quitte à en repousser la date d'ouverture. On créerait ainsi de meilleures conditions de mobilisation populaire contre la droite. Cela ne peut se faire sur la base des disciplines majoritaires qui sont très relatives dans le Grand Lyon, puisque l'UMP est représenté par un ancien vice-président du socialiste Collomb, et que le PRG très virulent contre la droite a un président qui a failli participer au gouvernement Sarkosy !

Oui, nous devons, nous pouvons décider d'une autre stratégie politique, d'une autre gestion de nos alliances électorales, reposant sur l'autonomie politique de nos décisions, l'expression sans équivoque de nos positions propres sur tous les sujets pour permettre une réelle bataille politique d'explication, nous différenciant des majorités auxquelles nous pouvons décider de participer. C'est un travail essentiel dans l'agglomération lyonnaise, laboratoire depuis des années des reconstructions politiques.

Copyright © Le Vénissian